

HGGSP 1

Thème 2 (1) – Analyser les dynamiques des puissances internationales

> **Activité 1 : Entrer dans le thème**

- A la maison, visionner la vidéo p. 77 et noter qq infos dans votre cours

Introduction - Les caractéristiques de la puissance à l'échelle internationale aujourd'hui

La notion de puissance des États, par ses **aspects multiformes**, est une **notion complexe** à aborder et qui a conduit historiens, géographes et géopoliticiens, voire même philosophes, à s'interroger sur son contenu. En 1962, **Raymond Aron**¹ pose une définition appelée à demeurer classique : « **Peu de concepts ont été aussi couramment employés et sont aussi équivoques que celui de puissance [...] j'appelle puissance sur la scène internationale la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités. En bref, la puissance n'est pas un absolu, mais une relation humaine.** » Tout de suite, **la notion de puissance se distingue de celle de pouvoir**, puisque d'abord **elle relève de l'État mais suppose la capacité de celui-ci à « imposer sa volonté » ou, tout au moins, à influencer les autres**. C'est ce qu'affirme **le géographe Gérard Dorel** pour qui est une puissance l'« **État qui, dans le monde, se distingue non seulement par son poids territorial, démographique et économique mais aussi par les moyens dont il dispose pour s'assurer d'une influence durable sur toute la planète en termes économiques, culturels et diplomatiques.** » Pour l'historien Robert Frank, un **État**

1 (1905-1983) philosophe, sociologue, politologue, historien et journaliste français. D'abord ami et condisciple de Jean-Paul Sartre à l'École normale supérieure, il devient, lors de la montée des totalitarismes, un ardent promoteur du libéralisme, à contre-courant d'un milieu intellectuel pacifiste et de gauche alors dominant. Il dénonce ainsi, dans son ouvrage *L'Opium des intellectuels* (1955), l'aveuglement et la bienveillance des intellectuels à l'égard des régimes communistes. Pendant trente ans, il est éditorialiste au quotidien *Le Figaro*. Durant ses dernières années, il travaille à *L'Express*. En 1978, il fonde la revue intellectuelle *Commentaire* pour défendre et éclairer les principes qui devraient régir une société libérale.

s'avère être une puissance lorsqu'il possède les moyens et la volonté de faire prévaloir ses intérêts auprès des autres puissances, voire même à l'encontre de ces autres puissances.

A) Les facteurs classiques de la puissance sont toujours valables

1° - Le premier critère classique est d'abord le poids territorial.

S'il semble évident que le Luxembourg ou le Belize, par la seule exigüité de leur territoire ont peu de chances d'accéder au statut de puissance, il faut cependant rappeler qu'**il n'y a pas de corrélation automatique entre la puissance d'un État et sa superficie.** Si **le poids territorial joue bien un rôle dans le cas de la Russie, des États-Unis ou de la Chine** (respectivement première, troisième et quatrième superficies du monde), cet atout semble moins évident dans le cas du **Canada ou du Brésil** (deuxième et cinquième superficies)... De la même façon, on peut considérer qu'entre le milieu du XIX^e et le milieu du XX^e siècle, la Chine, malgré son territoire, a perdu son statut de puissance.

La superficie peut conférer de la puissance en raison de la situation stratégique qu'elle procure mais peut être facteur d'inconvénients ; ainsi l'**URSS** construit un bloc continental soviétique pendant la guerre froide, mais souffre d'une forme d'enclavement du fait de la situation de ses ports, pratiquement tous pris par les glaces une bonne partie de l'année, et surtout très enclavés, au fond de mers fermées (comme Saint-Pétersbourg au fond de la Baltique ou Odessa au fond de la mer Noire)...

La taille de l'État peut conférer aussi de la puissance en raison des ressources qu'il recèle, mais, malgré sa superficie et la richesse de son sous-sol, la **République démocratique du Congo (RDC)** ne peut pas même s'affirmer comme une puissance régionale, tandis que la pauvreté du sous-sol de **Singapour et du Japon** (3^e PIB du monde) n'est pas un obstacle à leur puissance économique. De plus, **la disponibilité en ressources minières ou agricoles n'est pas véritablement un élément de puissance puisque le prix des produits bruts, dans une économie mondialisée, est en fait déterminée par la consommation des pays développés** : on peut retenir l'exemple du **Venezuela** dont l'économie s'est effondrée avec la chute des cours du pétrole, ou encore l'effondrement du cours du cobalt, essentiellement

produit en RDC, qui valait 100 000 dollars la tonne en 2018, mais 31 000 en 2019, devant la surproduction mais aussi la révision à la baisse des perspectives de consommation par les entreprises du Nord...

Pour ce qui concerne la guerre, l'**URSS** s'est appuyée sur le caractère continental de son bloc pendant la guerre froide. Les distances de l'espace russe ont permis au pays de résister à deux reprises à l'invasion : contre la Grande Armée de Napoléon 1^{er} puis contre les armées allemandes à partir de 1941, lorsque l'armée allemande est obligée, devant l'hiver russe, d'arrêter son offensive à une quinzaine de kilomètres de Moscou. Le potentiel industriel replié sur l'Oural contribue à la résistance face aux offensives allemandes. De même, l'immensité du **territoire chinois** permet au gouvernement nationaliste de se mettre relativement à l'abri de la poussée japonaise, en s'installant à Chongqing à partir de 1938 ...

2° - A la puissance fondée sur l'espace terrestre, on a souvent pu opposer la puissance fondée sur la mer, à travers les quelques thalassocraties de l'histoire.

Ainsi **Athènes au V^e siècle avant J.-C.**, dont la puissance navale s'établit après la victoire de Salamine et **dont la flotte lui sert à contrôler la ligue de Délos en mer Égée, alors que la puissance de Sparte se fonde sur la puissance terrestre** ; la maîtrise de la mer Égée par Athènes est perdue au cours du IV^e siècle, amoindrie par la défaite de la guerre du Péloponnèse puis supplantée par la puissance de la Macédoine du roi Philippe II.

Plus récemment, au XVIII^e siècle, **la Suède** forme une thalassocratie appuyée sur la Baltique grâce à sa flotte commerciale protégée par une puissante flotte de guerre. Au XIX^e siècle, **le Royaume-Uni** règne sur tous les océans du monde en raison de l'hégémonie exercée par sa flotte : un tiers de la marine marchande mondiale et une puissance navale appuyée sur des points de relais entre l'Angleterre et l'Empire des Indes : Gibraltar, Malte, la Crète, Chypre, puis le canal de Suez et le sud de la péninsule arabique...

Les États-Unis sont la grande thalassocratie du monde contemporain, non seulement en raison de leur **capacité navale** : six flottes opérationnelles sur tous les théâtres d'opération du monde, 11 porte-avions (le dernier inauguré l'a été en 2017,

l'*USS (United States Ship) Gerald Ford*, pour un coût d'environ 13 milliards de dollars), mais aussi grâce aux **bases dans le monde entier**, à l'exemple de Diego Garcia dans l'océan Indien ou encore les bases de l'OTAN ... **On peut considérer que la guerre froide a opposé une puissance continentale, l'URSS, à une puissance maritime, les États-Unis.**

La France a la 2^e ZEE du monde en raison de toutes ses possessions ultramarines. Cela représente un élément de puissance important.

3° - Le poids démographique peut aussi être un facteur de puissance.

Il est **évidemment important dans la guerre**, le retard démographique français au début du XX^e siècle obligeant la France à voter en 1913 un allongement du service militaire, porté à 3 ans, de façon à résister au poids démographique de l'Allemagne. **Les poids lourds démographiques de la planète possèdent aujourd'hui les armées les plus importantes du monde en effectifs actifs** : 2,3 millions d'hommes pour la République populaire de Chine (RPC), 1,3 million respectivement pour les États-Unis et l'Inde..., **même si l'on sait que la qualité des armements et des équipements prévaut dans les guerres depuis l'utilisation de l'arme atomique en 1945 et l'apparition des nouvelles technologies.**

Ce poids démographique pèse assurément dans la puissance économique des États-Unis et de la Chine, mais peut s'avérer être un facteur de mal développement dans les cas d'économies encore en développement, voire des PMA. Les 190 millions d'habitants du **Nigeria** sont loin de constituer un marché porteur.

B) Les « quatre côtés » de la puissance

1° - Aujourd'hui, la manifestation de la puissance combine plusieurs facteurs, que l'on peut ramener à quatre : **c'est la notion de la puissance « à 4 côtés » : puissance économique, puissance militaire, puissance politique à travers la diplomatie et puissance culturelle (ou « soft power »).**

Actuellement, seuls les États-Unis sont capables de mobiliser les « quatre côtés » de la puissance ; c'est pour cela que **Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français (1997-2002), les avait qualifié**

d' « hyperpuissance » en 1999 : « Pour ma part, j'estime que depuis 1992 le terme de "superpuissance" ne suffit plus pour décrire les **États-Unis**. Terme trop connoté à la guerre froide et trop exclusivement militaire, alors que la suprématie américaine d'aujourd'hui s'exerce aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse qui submergent le monde, modelant les pensées fascinant jusqu'aux adversaires des États-Unis. C'est pourquoi j'emploie le terme « d'hyperpuissance" que les médias américains jugent agressif en raison de la connotation pathologique d'hyper, alors qu'il n'est que descriptif. »

2° - La puissance économique, qui se traduit, quoi qu'en dise, par le produit intérieur brut, s'affirme dans la capacité à peser sur les autres États.

L'économie des États-Unis est un facteur de puissance, qui peut se traduire en termes diplomatiques. L'alliance avec les États-Unis s'accompagne souvent d'une clause implicite d'achats de produits américains, au premier rang desquels les armements. L'économie sert la diplomatie quand, par exemple, des aides financières américaines sont accordées à l'**Égypte** pour qu'elle puisse acheter du blé au moment des Accords de Camp David de 1978.

La puissance économique des pays développés et émergents (comme la RPC) **jouent donc au niveau du contrôle des flux de marchandises et du contrôle de flux financiers planétaires. Les grandes FTN sont capables d'investir l'ensemble des marchés mondiaux et attribuent les emplois et les IDE (investissements directs à l'étranger) en fonction de la DIPP (division internationale des processus productifs) ... Les grandes bourses mondiales sont celles des États-Unis, du Royaume-Uni et du Japon. Ce sont ces pays qui disposent de la rente d'innovation et maîtrisent les technologies « du futur » ... Les États-Unis ont ainsi longtemps lié libre-échange et diplomatie, persuadés que les risques d'affrontement militaire sont moindres entre puissances qui commercent entre elles**, s'inscrivant alors pleinement dans la formule de **Raymond Aron** : « On dit que la paix règne quand le commerce entre les nations ne comporte pas les formes militaires de la lutte. »

Cependant **la puissance économique ne peut surclasser la puissance diplomatique et militaire : elle n'est pas concentrée dans les mains du gouvernement et n'obéit pas obligatoirement à l'intérêt général,** mais aux **intérêts particuliers de ceux qui la mettent en œuvre, FTN et grandes entreprises, et ne peut se réduire à la somme de leurs intérêts particuliers.** Toutefois, **la puissance économique permet aux États de changer unilatéralement les règles économiques,** au détriment, dans le cas des **États-Unis** qui augmentent leurs tarifs douaniers, de ce qui a été négocié au GATT puis à l'OMC. En 2014, la création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures par la **Chine** répondait à une volonté de concurrencer le FMI et la Banque mondiale, jugés trop dépendants des Occidentaux et particulièrement des États-Unis.

3° - L'aspect majeur de la puissance résiderait donc toujours dans la puissance diplomatique (et militaire), puisque ces deux aspects (militaire et diplomatique) découlent de la souveraineté des États, voire de la capacité à l'imposer aux autres. Ainsi, en annexant la **Crimée** au détriment de l'Ukraine en février 2014, la **Russie** établit un rapport de puissance non seulement avec l'Ukraine mais aussi avec la communauté internationale et spécialement l'OTAN, qui ne peut plus intégrer l'**Ukraine**.

Au début du XX^e siècle, la diplomatie s'effectue à travers le réseau des grandes ambassades, ce sont : **Londres, Paris, Vienne, Rome, Berlin et, dans une moindre mesure, Moscou.** Aujourd'hui, **les grandes ambassades, celles qui révèlent la puissance, sont celles de Washington, Moscou, Beijing et, dans une moindre mesure, toujours Londres et Paris, voire Tokyo.** Aujourd'hui, les **États-Unis disposent du plus grand nombre d'ambassades et de consulats (environ 270), ce qui leur sert à traduire une diplomatie souvent unilatérale.** **La France et la RPC sont au coude-à-coude pour la seconde place, attestant de la montée en puissance diplomatique de la Chine et du poids toujours important de la diplomatie française.** **Le réseau diplomatique est ainsi à la fois une traduction de la volonté d'influence et la traduction d'un poids diplomatique réel ;** ainsi la **Turquie** est au huitième rang en termes de nombre d'ambassades et de consulats, attestant d'une diplomatie offensive notamment en **Afrique** (sur le modèle du Brésil, sixième avec plus de 220 lieux de représentation)...

La puissance diplomatique s'exprime aussi au sein des grandes organisations internationales, notamment à travers le droit de veto associé au siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, depuis le début du XXI^e siècle, sur la période 2001-2018, les plus grands utilisateurs sont :

- **la Russie, avec 14 vétos**, en soutien aux gouvernements syriens, birmans ou vénézuéliens, ou encore contre tout projet de résolution sur la situation en Ukraine : la recrudescence des vétos russes depuis 2011 (11 sur les 14) s'explique en partie par l'acceptation en mars 2011 de la résolution française permettant des frappes aériennes en Libye pour protéger les populations civiles des forces armées du gouvernement et qui avait abouti à la destitution et la mort de Kadhafi ;
- **les États-Unis avec 11 vétos**, pour la très grande majorité sur la période 2001-2006, presque exclusivement destinés à empêcher toute condamnation d'Israël ; le veto du 18 décembre 2017 visait à empêcher la condamnation du transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem et la reconnaissance *ipso facto* de Jérusalem comme capitale d'Israël par les États-Unis ;
- **la République populaire de Chine, avec 6 vétos**, souvent associés au veto russe ...

4° - La majeure partie de la puissance s'appuie encore aujourd'hui sur la puissance militaire, qui se mesure à la capacité à se mesurer physiquement aux autres puissances. Elle intègre donc :

- **La puissance des armes conventionnelles**, faisant des **États-Unis la première armée du monde devant celle de la Russie, de la Chine, de l'Inde, du Royaume-Uni et de la France**. Les **États-Unis** disposent du plus grand nombre d'armes dans tous les domaines : 11 porte-avions alors que la Russie n'en dispose que d'un seul, plus de 13 000 avions de combat, pour beaucoup de dernière génération... Ils ne sont surclassés par la **Russie** ou la **Chine** qu'en nombre d'engins blindés, ce qui est à ramener au caractère continental de ces deux dernières puissances.
- **La capacité de projection, qui demande non seulement des moyens de transport adaptés, mais aussi des systèmes de communication permettant une liaison constante entre les forces armées déployées et l'état-major dans le pays.** En **France**, c'est le but du système Syracuse

(**Système de radiocommunication utilisant un satellite**) de rendre l'armée française autonome en matière de communications par satellites, puisque les trois satellites et les installations au sol sont la propriété de l'armée.

- **La capacité à détruire les communications de l'adversaire, à travers le développement de missiles antisatellites** : ce type d'armes est de nouveau testé et développé par la **Chine, la Russie, l'Inde** et les **États-Unis** depuis la destruction en 2007 par la Chine d'un de ses vieux satellites à l'aide d'un missile sol-air. **La puissance pourrait s'exprimer dans l'avenir par la capacité à militariser l'espace.**
- **Le poids des budgets militaires** : en 2017, 2,1 % du PIB mondial était consacré à des dépenses militaires ; les **États-Unis** disposent d'un budget militaire de plus de 600 milliards de dollars, entre 3 et 3,5 % du PIB, soit plus du tiers des dépenses militaires mondiales. Avec le quatrième budget militaire au monde en 2016, **l'Arabie saoudite** y consacre plus de 10 % de son PIB. Attestant des tensions dans la région, de nombreux pays du Moyen-Orient, en plus de l'Arabie saoudite, ont mis en place des budgets qui dépassent souvent les 4 % de leur PIB, à l'exemple de Bahreïn, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman (plus de 12 %)..²
- Enfin, **la détention de l'arme nucléaire est toujours un facteur de puissance. Neuf pays disposent de l'arme nucléaire** : cinq sont des signataires du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1968 : **la Russie, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Chine.**

En 2017	Têtes nucléaires actives	Total des têtes nucléaires
Russie	1950	4300
États-Unis	1 800	4000
France	280	290
Chine	270	270
Royaume-Uni	120	215

Source : *Federation of American Scientists*

Les autres États disposant de l'arme nucléaire l'ont acquise postérieurement à 1968 et n'ont de toute façon pas signé le TNP, à savoir **l'Inde et le Pakistan**, mais aussi **Israël**, ce que ce dernier pays nie farouchement. Le dernier pays

² La France a actuellement des dépenses militaires représentant 1,86 % de notre PIB, et un objectif de 2 % du PIB en 2025.

à avoir acquis l'arme nucléaire est la **Corée du Nord**, mais le nombre de ses têtes nucléaires relève de la spéculation. Selon la presse internationale, l'Arabie saoudite aurait financé le programme nucléaire du Pakistan en échange d'une mise à disposition de bombes nucléaires, qui resteraient cependant stationnées au Pakistan. Les grandes puissances nucléaires modernisent en permanence leurs arsenaux, ce qui leur permet d'en envisager la réduction, contrairement aux petites puissances qui sont davantage engagées dans un processus d'augmentation de leurs arsenaux.

En matière militaire, l'arme nucléaire a produit une « rupture stratégique » qui a changé les rapports de force et l'art de la guerre. Utilisées pendant la guerre froide dans une stratégie de la dissuasion : dissuader l'adversaire de faire usage de ses armes, et pour cela maintenir une modernité permanente pour qu'elle reste suffisamment terrifiante (ou encore stratégie française du « faible au fort »), ces armes sont aujourd'hui perçues comme la source d'une sécurité. Cependant, **il existe maintenant ce que l'on appelle un risque nucléaire faible** avec des armes nucléaires à faible intensité spatiale mais réellement de nature nucléaire et donc extrêmement dangereuses et plus facilement maniables et produites en plus grande quantité.

Mais **devant les nouvelles menaces, définies notamment par Clinton, dans sa doctrine de « l'élargissement »³ ou par George Bush dans sa définition de l'« Axe du Mal », à savoir le terrorisme international, les « États voyous » ou la criminalité internationale, les forces nucléaires comme les armées conventionnelles semblent peu adaptées à ce type de périls.**

La puissance militaire et diplomatique s'inscrit également dans le jeu des systèmes d'alliances pour la capacité à ne pas être isolé, à s'imposer dans un ensemble inter-étatique (les stratégies d'unilatéralisme semblent vouées à l'échec sur le long terme).

C) Le poids, difficile à déterminer, du « soft power »

1° - Le concept très controversé de soft power a été développé par le professeur Joseph Nye en 1990 pour tenir compte des nouveaux éléments

³ Doctrine de l'élargissement de B. Clinton, PR démocrate des EUA de 1992 à 2000. Sa doctrine est la promotion dans le monde l'économie de marché, de la démocratie et du respect des DDH, la promotion de l'interventionnisme, de la mondialisation et de l'élargissement de l'OTAN.

constitutifs de la puissance d'un État alors que la guerre froide se terminait. L'idée est *a priori* simple à comprendre : **le soft power d'un État réside dans sa capacité à influencer les autres sans utiliser la force ; mais mesurer cette influence reste problématique. Si nul ne nie la capacité des États-Unis à influencer les autres nations et si l'on peut à peu près dire sur quoi repose cette capacité, il est plus difficile de mesurer la part respective de chacun des vecteurs de cette influence** : puissance des médias, attractivité culturelle, rayonnement scientifique, niveau des performances économiques... **Il faut de surcroît tenir compte de la capacité du pays récepteur à accepter les idées et les concepts.**

Ce concept repose également sur l'idée fautive, selon laquelle le soft power fonctionne indépendamment du hard power (la politique de puissance fondée sur l'intimidation qu'elle soit militaire, diplomatique ou économique = les trois autres côtés). **Mais l'histoire des GAFAM montre le contraire puisque leur succès à l'international est en partie dû au soutien actif gouvernemental. Il est donc légitime de s'interroger sur la pertinence de cette notion largement popularisée et utilisée bien qu'elle ne constitue pas un concept scientifique en soi, mais plus la description d'une stratégie politique forgée dans les cercles gouvernementaux étasuniens.**

En fait, si Joseph Nye n'a rien inventé (on peut en effet considérer qu'il existe un *soft power* britannique au XIX^e siècle), **il est le premier à en avoir théorisé l'idée pour contredire l'idée d'une inéluctabilité du déclin américain.** Dans *Bound to Lead (1990) : Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, **il critique P. Kennedy⁴ qui ne prend pas en compte les changements des règles du jeu géopolitique. Les ressorts de la puissance ne procèdent plus uniquement des facteurs traditionnels (territoire, population, richesse) : « Le pouvoir doux a autant d'importance que le pouvoir autoritaire. » Il estime en effet que la force militaire n'est pas suffisante et doit être accompagnée d'une capacité à rayonner au-delà de son espace proche, ce qui n'est pas sans poser la question de la perception négative de la politique américaine au Moyen-Orient, spécialement après l'invasion de l'Irak en 2003. Cependant, le soft power ne peut purement et simplement se limiter à la capacité d'influence** - dans la

4 Cf. infra p. 15

mesure où la puissance militaire influence les autres - et **il faut donc se contenter de l'idée d'attractivité**, qui peut prendre bien des formes. **On peut donc se demander s'il est bien novateur aujourd'hui de se revendiquer plutôt d'un « smart power », qui combine influence et force militaire, comme si les puissances n'avaient pas toujours combiné les deux approches...**

Depuis 2015 le magazine américain Forbes et Brand Finance propose un **classement des pays en fonction de leur soft power**, à partir de différents indicateurs : économie digitale, entreprise, éducation, culture, engagement, gouvernement. En 2017, le classement des pays les plus influents en matière de *soft power* était le suivant (indice sur 100) : 1^{ère} position la France avec 80,28 ; 2^e position le Royaume-Uni avec 79,47 ; l'Allemagne en 3^e position avec 78,62 ; la Suède arrive en 4^e position avec 77,41 et dépasse les États-Unis en 5^e position avec 77,4, juste devant la Suisse, le Canada et le Japon.

En 2021 :



2° - **L'attractivité culturelle est la plus difficile à évaluer. Personne ne conteste l'attraction pour les modes culturels américains, à travers le cinéma, la musique..., mais aussi la liberté religieuse, la liberté de parole et la démocratie, phénomènes qui expliquent l'attraction des migrants pour les États-Unis, non**

seulement aux XIX^e et XX^e siècle, mais encore aujourd'hui. Il est plus facile d'évaluer l'attractivité intellectuelle et scientifique, notamment à travers les prix Nobel, mais aussi à travers le classement de Shanghai des universités mondiales, créé en 2003 par l'Université Jiaotong ; les **États-Unis** dominant ce classement, puisqu'en 2017 treize des quinze premières universités sont américaines. **En attirant les étudiants du monde entier, un pays crée des liens durables avec les futures élites politiques, économiques et intellectuelles sur l'ensemble des continents.**

Ainsi, les universités britanniques se sont depuis longtemps ouvertes sur l'international, accueillant aujourd'hui deux fois plus d'étudiants chinois que leurs homologues français !

Aussi la plupart des puissances tentent-elles de faire connaître et apprécier leur culture, à travers des organismes internationaux chargés de diffuser leur langue et leurs valeurs : l'Allemagne subventionne largement ses Instituts Goethe, le British Council cherche à promouvoir les contacts humains et à créer les réseaux de demain, l'Alliance française promeut la langue et la culture française, de même que les Instituts Confucius pour la Chine...

Le soft power chinois est théorisé dans le cadre du « rêve chinois » défini par Xi Jinping en 2012 et qui peut s'appuyer sur de puissants moyens de diffusion (médias, Instituts Confucius, diaspora) **et jouer sur son patrimoine naturel et sa culture : le pays est devenu en 2013, la 4^e puissance touristique mondiale.** Pour l'avenir, la **Chine** ne néglige ni la révolution de l'information, ni l'économie de la connaissance : le contenu en chinois sur le Web dépasse celui en langue anglaise en 2020. Baidu supplante Google en nombre d'utilisateurs, Alibaba est le leader chinois du e-commerce, juste derrière Amazon en 2019. Dans l'économie de la connaissance, la Chine est dans une logique de rattrapage, elle accroît de 23 % par an ses dépenses en R&D, les articles scientifiques publiés sont multipliés par 6 depuis 2000, le nombre de brevets déposés dépasse les États-Unis depuis 2011.

Les prises de position sur les grands sujets de politique internationale et l'attention portée aux multiples positions servent aussi l'attractivité d'un pays. Alors que la **France** bénéficie d'une image positive en matière de défense de l'environnement ou de respect du droit international, les **États-Unis** pâtissent de leur

politique environnementale, mais aussi de leur législation concernant aussi bien la peine de mort que le contrôle - ou l'absence de contrôle - des armes à feu...

Dans une moindre mesure, la capacité à organiser - et réussir - des grands événements internationaux contribue à l'influence du pays dans le monde. La **Chine** multiplie ce genre d'événements, non seulement sportifs depuis les Jeux olympiques d'été de 2008 et les Jeux asiatiques de 2010, mais aussi culturels avec l'Exposition universelle de 2010 ou le Festival international du film de Shanghai...

Pourtant, le concept présente une faiblesse intrinsèque : partant du postulat que la consommation de produits d'un pays (Coca-Cola, les blue-jeans, l'intérêt pour les films et séries dans les cas des États-Unis) **se traduit en soutien des opinions publiques étrangères à la politique d'un autre État, il néglige le fait que tout dépend en fait du contexte et du problème soulevé...** Certes, certains produits américains suscitent un intérêt quasi universel, mais d'autres, comme les chaînes de fast-food et les OGM suscitent au contraire une large opposition. **Il semble qu'il soit pour le moins difficile d'établir un lien entre l'attirance pour la culture d'un pays et le soutien à sa politique étrangère** : on peut porter des vêtements fabriqués en Chine, manger des sushis dans un bento importé du Japon ou acheter des téléphones sud-coréens, voire fumer des cigares cubains, sans que cela ne se traduise par un élan de sympathie pour le pays d'origine...

3° - La cohésion sociale est indispensable. Un État qui ne parvient pas à imposer un équilibre entre les différentes composantes de sa société peut plus difficilement accéder au rang de grande puissance, car son modèle n'est pas susceptible d'être accepté à l'extérieur (*American way of life vs Black lives matter*). **La notion de démocratie est souvent associée à cette cohésion sociale et apparaît comme un élément important dans l'image de la puissance.**

Le *soft power* indéniable des sociétés occidentales n'empêche pas des jeunes gens de rejoindre l'État islamique. **La puissance est un tout, d'où l'émergence de la réflexion autour du *smart power* qui réconcilie les opposés comme deux faces d'une même puissance. Pour le père du *soft power*, Joseph Nye, les nations victorieuses au XXI^e siècle seront celles qui auront su établir des stratégies de *smart power*.**

> **Activité 2** : Les caractéristiques de la puissance aujourd'hui

- pp. 80-81

- Q° 1, Q° 2, Q° 3, Q° 4

> **Activité 3** : Fondements et manifestations de la puissance (1)

- pp. 82-83

- Q° 1, Q° 2, Q° 3, Q° 4

> **Activité 4** : Fondements et manifestations de la puissance (2)

- pp. 84-85

- Q° 1, Q° 2, Q° 3, Q° 4, Q° 5, Q° 6

→ Au XX^e siècle, la puissance s'est progressivement concentrée entre les mains des États-Unis. Mais les hiérarchies qui en découlent ne sont pas immuables au regard de l'histoire qui nous livre une conception dynamique des cycles de la puissance entre essor et déclin (**axe 1**). La nouveauté tient dans les formes indirectes de la puissance contemporaine (**axe 2**). Elles ont un coût que seuls les EUA peuvent supporter. Ces derniers combinent l'ensemble des moyens : militaires, diplomatiques, économiques, monétaires, culturels et ne contrôlent pas seulement des territoires réels mais aussi les espaces virtuels. Quelles sont les remises en cause de cette puissance sans partage étasunienne dans un monde devenu multipolaire ? P. Kennedy en 1987 pronostiquait un repli de la puissance américaine au XXI^e siècle victime, comme l'Angleterre victorienne, de sa « surexpansion impériale » et affaiblie par le coût croissant de l'entretien de sa puissance surdimensionnée. (**objet de travail conclusif**)

Axe 1 - Essor et déclin des puissances : un regard historique

A) Il n'existe pas d'explication simple à l'essor et au déclin des puissances

1° - La puissance n'est jamais durable

Saint Augustin, sermon 81, vers 410 (à la suite du sac de Rome par les Wisigoths) : « *Tu t'étonnes de voir le monde toucher à sa fin ? Étonne-toi plutôt de le voir parvenu à cet âge*

avancé. Le monde, est un homme qui naît, qui grandit et qui vieillit. Que de chagrins dans la vieillesse ? La toux, le dérangement des humeurs, la faiblesse de la vue, l'inquiétude, la fatigue, tout est réuni. Dans sa vieillesse l'homme est donc rempli de misères, et le monde dans sa vieillesse est aussi rempli de calamités. » [Traduction de MM. Poujoulat et Raux, 1864-1872]

Paul Valéry, dans *La Crise de l'Esprit*, en 1919: « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. Nous avons entendu parler de mondes disparus tout entiers, d'empires coulés à pic avec tous leurs hommes et tous leurs engins, descendus au fond inexplorable des siècles avec leurs dieux et leurs lois, leurs académies et leurs sciences pures et appliquées, avec leurs grammaires, leurs dictionnaires, leurs classiques, leurs romantiques et leurs symbolistes, leurs critiques et les critiques de leurs critiques. Nous savions bien que toute la terre apparente est faite de cendres, que la cendre signifie quelque chose. Nous apercevions à travers l'épaisseur de l'histoire, les fantômes d'immenses navires qui furent chargés de richesse et d'esprit. Nous ne pouvions pas les compter. Mais ces naufrages, après tout, n'étaient pas notre affaire.* »

Dans *Naissance et déclin des grandes puissances*, 1987, Paul KENNEDY⁵ montre que, selon lui, l'essor et le déclin d'une puissance passe par 3 phases :

- **Une société occupant une situation de périphérie mais qui bénéficie des avantages de la centralité sans en subir les inconvénients** (Phase 1).
- **Cette situation proche du centre permet de saisir des opportunités, d'accroître sa puissance ce qui permet à cette société de passer en position de puissance centrale** (Phase II). À ce moment, les charges inhérentes au statut de puissance centrale sont compensées par les avantages à être la puissance dominante.
- **Mais ces charges érodent la puissance et finalement la puissance centrale perd son hégémonie** (Phase III). **Concurrencée par de nouvelles compétitrices, elle perd lentement son statut de puissance centrale.**

C'est en réponse à cette théorie que J. Nye élabore sa théorie du *Soft power*.

Il suffit de s'intéresser un peu à l'histoire pour constater que la puissance n'est pas durable. L'Empire romain a disparu en occident en 476, même si son idée lui a survécu dans l'Empire byzantin ou le Saint Empire romain germanique, voire, pour saint Augustin, dans l'idée du christianisme. S'il y a bien un moment dans l'histoire qui passionne à la fois les historiens et le grand public, c'est ce moment où s'effondrent les

⁵ P. Kennedy est professeur d'histoire des relations internationales à Yale.

empires ou, au contraire, où la puissance s'affirme. **La grande question est celle du déclin.** Il est parfois possible, a posteriori, de définir le moment où celui-ci débute puis d'en retracer les étapes jusqu'à l'effondrement final qui apparaît alors joué d'avance. C'est faire preuve de déterminisme historique.

La disparition d'une puissance s'accompagne toujours de traces durables dans les mentalités collectives. Ainsi la politique actuelle de la **Turquie** ne peut-elle pas s'analyser au regard de l'effondrement de l'Empire ottoman à la suite de la Première Guerre mondiale ? Que dire de la **Russie**, dont la politique vise à restaurer la puissance perdue à la fin de la guerre froide ?

2° - Sans doute la fin de la puissance est-elle marquée par l'existence d'un paradoxe entre une façon archaïque de l'exercer dans un contexte qui s'est transformé et/ou modernisé, à l'exemple de l'URSS dont la façon d'exercer sa tutelle sur les peuples pourrait, entre autres, n'avoir pas résisté à des sociétés de plus en plus communicantes et ouvertes sur le monde... **La perte de puissance résulterait d'un déficit d'adaptation.**

À ce titre, l'**expédition de Suez**, menée par les Britanniques et les Français en 1956 est exemplaire de l'absence de considération de l'évolution du contexte : pour récupérer le canal de Suez les Britanniques et les Français organisent une expédition militaire combinée avec une offensive israélienne contre l'Égypte. Si les opérations militaires sont un succès, l'affaire s'avère être un fiasco diplomatique, les deux « puissances » européennes étant obligées de plier bagage sous la pression conjuguée de l'URSS et des États-Unis. **Le Royaume-Uni et la France** ne peuvent que constater leur rabaissement au rang de puissance secondaire et l'existence d'un condominium des superpuissances. L'incapacité des Britanniques et des Français à comprendre en 1956 que le temps de leur puissance est révolu est-elle une règle à laquelle toutes les puissances obéissent sans le savoir ?

En bref, les États-Unis sont-ils sur le déclin et leur puissance est-elle en train de céder sous les coups des nouvelles puissances que seraient la Chine, l'Inde ou même l'Iran et le Brésil ? Il est donc d'usage de dire aujourd'hui que les États-Unis restent la seule superpuissance, mais qu'elle est affaiblie, dans

un contexte où la Russie peine à redevenir une puissance, où la superpuissance économique de la Chine ne se double pas d'une puissance politique et que l'Union européenne ne parvient pas à parler d'une seule voix.

B) (jalon 1) - L'Empire ottoman, de l'essor au déclin

1° - Dans le courant du XI^e siècle, les Turcs seldjoukides, viennent d'Asie centrale et s'imposent en Anatolie (centre de la Turquie actuelle) puis se font à leur tour supplanter par une autre tribu venue elle aussi d'Asie centrale : les Ottomans qui, à partir du XIII^e siècle s'implantent au détriment de l'Empire byzantin en conquérant les villes byzantines d'Anatolie, ainsi que les territoires byzantins dans les Balkans (victoire de la bataille du Champ des Merles en Serbie en 1389⁶).

Malgré des revers face aux armées mongoles de Tamerlan au début du XV^e siècle, **les Ottomans poursuivent leur expansion, jusqu'à ce que le sultan Mehmed II (1432-1481) mette fin à l'Empire byzantin par la conquête de Constantinople le 29 mai 1453.**

C'est par la guerre que les Ottomans poursuivent leur expansion et construisent leur Empire :

- en direction de la mer Caspienne, par l'intégration des espaces kurdes et azéri au début du XVI^e siècle ;
- en direction du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (à l'exception du Maroc dans la première moitié du XVI^e siècle ; à noter qu'**en absorbant la région du Jourdain et la péninsule arabique, le sultan devient de fait le protecteur des Lieux saints musulmans : La Mecque, Médine et Jérusalem.**
- en direction de l'Europe, notamment quand les armées ottomanes de Soliman le Magnifique (1494-1566) arrivent aux portes de Vienne en septembre 1529 après avoir conquis une partie de la Hongrie ainsi que la Transylvanie...

⁶ La **bataille de Kosovo Polje**, est une bataille qui opposa l'Empire ottoman à une coalition de princes Serbes des Balkans, le 15 juin 1389, au Kosovo, sur le « champ des Merles ». Les troupes de coalition auraient été renforcées d'autres contingents chrétiens des Balkans, dont des Albanais, des Valaques, des Hongrois et des Croates. Cette bataille permet l'établissement durable des Ottomans dans les Balkans et signifie la fin de l'âge d'or serbe et le début de l'oppression et les conversions forcées pour les peuples de Yougoslavie pendant plusieurs siècles. Bien que défaite pour les Serbes, elle est aussi utilisée par certains dirigeants serbes pour orchestrer une politique ultra-nationaliste en valorisant le courage et l'héroïsme des Serbes. Elle a une haute portée symbolique pour les Serbes de nos jours.

2° - Traditionnellement, la période de pleine puissance de l'Empire ottoman correspond à la période qui s'étend de la prise de Constantinople en 1453 à la défaite navale de Lépante⁷ en 1571 face aux forces coalisées de l'Espagne et de Venise.

Sur cette période de plus d'un siècle, l'Empire ottoman est dirigé par le Sultan, avec un gouvernement, ou Divan, dirigé par le Grand Vizir, en charge des affaires politiques et des affaires étrangères. L'administration d'un si vaste empire est déléguée à des gouvernements de province. L'Empire ottoman est un État prospère, qui tire sa richesse de sa position d'intermédiaire entre l'Europe, le Moyen-Orient et le reste de l'Asie, même si les commerçants européens disposent de privilèges commerciaux importants par le système des Capitulations⁸.

A partir du milieu du XVIe siècle, l'Empire ottoman connaît une période de déclin, qu'il convient de relativiser : d'abord en raison de sa durée, puisqu'elle dure jusqu'à la disparition de l'Empire en 1920 et que pendant plus de trois siècles et demi, les Ottomans constituent toujours une puissance capable de mener des guerres contre les puissances européennes.

Les sources du déclin sont à rechercher dans :

- des querelles de succession et des révoltes sporadiques dans l'armée qui affaiblissent le pouvoir du sultan ;
- l'émergence de nouvelles puissances sur leurs frontières, à l'instar de la Perse mais surtout de la Russie ;
- l'expansion européenne qui réoriente le commerce asiatique et dispense progressivement de l'intermédiaire ottoman...

⁷ La **bataille de Lépante** est une bataille navale qui a lieu le 7 octobre 1571, près de **Lépante** en Grèce. Les forces navales ottomanes affrontèrent les flottes combinées (Sainte Ligue) du pape, de l'Espagne et de Venise avec des contributions mineures de Gênes, d'autres États italiens, et les chevaliers de Malte. Les Turcs furent vaincus.

Les chrétiens perdirent 8 navires et 8000 hommes et eurent 16 000 blessés. Les Chrétiens libérèrent près de 12 000 chrétiens captifs travaillant sur les galères turques. Ils coulèrent une cinquantaine de navires turcs et s'emparèrent de plus de 100 navires.

La bataille de Lépante eut un grand retentissement en Europe en mettant fin à l'idée que les Ottomans étaient invincibles. Certains historiens estiment qu'il s'agit de la bataille navale la plus importante par ses conséquences depuis celle d'Actium (31 av. J.-C., sur la côte occidentale de la Grèce), qui marqua la fin des guerres civiles romaines.

⁸ Les capitulations sont un ensemble d'accords conclus entre l'empire ottoman et certains pays européens, en particulier le royaume de France. Ils accordaient des avantages à certaines catégories d'Européens, en particulier les marchands ou les religieux chrétiens, qui commerçaient ou vivaient dans certaines régions surtout côtières de l'empire ottoman (appelées alors les Échelles du Levant). L'avantage principal étaient de ne pas être soumis aux lois et aux tribunaux des Ottomans.

3° - À partir du XIXe siècle, les révoltes des provinces se multiplient, alors que l'Empire ottoman est engagé dans des guerres de plus en plus fréquentes avec les puissances européennes. A ce titre, l'expédition menée par Bonaparte en Égypte en 1798 est la première grande expédition militaire européenne dans cette partie du monde depuis les Croisades.

La Grèce devient indépendante en 1829 alors que l'Égypte s'est dotée depuis 1805 d'une dynastie régnante autonome, sous l'égide de Méhémet Ali (vers 1805-1849). Les provinces balkaniques s'émancipent, tandis que l'Afrique du Nord passe sous le contrôle de la France et du Royaume-Uni (pour l'Égypte). **Dans cette dislocation progressive de l'Empire, les puissances européennes interviennent alternativement pour affaiblir l'Empire ou, au contraire, pour le protéger lorsque celui-ci est trop menacé.** C'est le cas lors de la guerre de Crimée (1853-1856), au cours de laquelle les Ottomans reçoivent l'aide militaire de la France et du Royaume-Uni pour contenir l'expansionnisme de la Russie, qui avait déjà récupéré tous les territoires au nord de la mer Noire...

Face à ces difficultés, les sultans lancent des grandes mesures réformatrices (les « Tanzimat » ou « réorganisation » en turc) : modernisation de l'armée, égalité des sujets de l'Empire, Constitution de 1876 (supprimée par le sultan Abdülhamid II dès 1878 pour tenter de rétablir l'absolutisme)... Mais ces réformes, aussi bien que les tentatives de reprise du pouvoir en main par les sultans, n'aboutissent pas en raison des énormes difficultés économiques que connaît l'Empire. **Ce sont ces difficultés qui l'amènent à concéder aux puissances européennes des pans entiers de l'exploitation de ses infrastructures (fleuves, routes et chemins de fer) et de ses ressources.**

4° - Alors que l'affaiblissement de l'Empire se poursuit à la veille de la Première Guerre mondiale, dans les guerres balkaniques, les sultans ottomans doivent faire face à la révolte des Jeunes-Turcs, mouvement hétéroclite d'opposants soit libéraux soit nationalistes, organisé au sein du Comité Union et Progrès (CUP). **Mais tous s'accordent sur la nécessité de rétablir une Constitution et de se débarrasser du sultanat. Pour conserver ce qui lui reste de pouvoir, le sultan**

Abdülhamid II rétablit la Constitution en 1908, mais est finalement destitué en 1909 : alors que son frère Mehmed V est intronisé sultan, **le véritable pouvoir appartient au CUP, qui a institué un régime de parti unique.**

Les Jeunes Turcs au pouvoir favorisent l'alliance de l'Allemagne, qui leur apparaît le pays le plus solide et le mieux à même de conserver l'Empire dans son intégrité face aux menées françaises, britanniques et russes. **L'Empire ottoman déclare donc la guerre à l'Entente en 1914**, mais les opérations lancées vers l'Égypte et le Caucase sont des échecs.

Le Génocide des Arméniens : alors que l'armée ottomane éprouve de graves difficultés contre les Russes pendant la Première Guerre mondiale, le gouvernement « Jeune Turc » fait porter la responsabilité des revers ottomans sur les Arméniens. Planifié dans le secret (les massacres sont présentés comme un « déplacement » de la population arménienne), **le génocide dans sa phase la plus meurtrière dure d'avril 1915 à juillet 1916.** Le 18 avril 1915, 60 000 Arméniens sont massacrés dans la région de Van, marquant le début du génocide, qui touche d'abord les régions proches des opérations militaires puis le reste de la Turquie, à l'exception des très grandes villes où les témoins étaient trop nombreux pour procéder au massacre. **Le génocide des Arméniens par les Ottomans fait au moins un million de morts ; il faudrait y ajouter les centaines de milliers d'autres jusqu'en 1923, ainsi que des Yézidis et des Grecs de Turquie.**

À l'issue de la guerre, l'Empire ottoman est démembré par les pays vainqueurs lors du traité de Sèvres d'août 1920. La France et le Royaume-Uni se partagent les nouveaux États arabes du Moyen-Orient, tandis que l'Arménie et le Kurdistan s'émancipent. Par réaction, **Mustapha Kemal (militaire et héros de la guerre) forme un gouvernement indépendant, qui mène une guerre victorieuse contre les Français, les Arméniens et les Grecs, ce qui lui permet en 1922 de supprimer le sultanat et en 1923 de signer un nouveau traité plus avantageux, le traité de Lausanne du 24 juillet 1923. La République turque est proclamée le 29 octobre 1923 et Mustapha Kemal en est élu président.**

> **Activité 5** : [L'essor de l'Empire ottoman](#)

- pp. 90-91

- Q° 1, Q° 2, Q° 3, Q° 4

> **Activité 6** : Le déclin de l'Empire ottoman

- pp. 92-93

- Q° 1, Q° 2

C) (Jalon 2) - Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un Empire : la Russie depuis 1991

1° - À la tête de la Russie à plusieurs reprises, comme président (de 2000 à 2008 puis depuis 2012) ou comme Premier ministre (de 2008 à 2012), **Vladimir Poutine** aurait déclaré : « **Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, et celui qui veut la reconstituer n'a pas de tête** », démontrant ainsi ses objectifs : **restaurer la sécurité et la puissance de la Russie, telles qu'elles pouvaient exister avant 1991, sans pour autant revenir au système politico-économique responsable de son effondrement.** Il a de même affirmé en 2005 que l'effondrement de l'URSS avait été la « plus grande catastrophe géopolitique » du XX^e siècle.

2° - Lorsque l'URSS disparaît en 1991, la Russie en récupère les principaux attributs de la puissance : **la majeure partie du territoire de l'Union soviétique et une bonne partie des ressources en hydrocarbures que celui-ci recèle, la majeure partie du potentiel militaire, dont l'intégralité de l'arsenal nucléaire, ainsi que le siège au Conseil de sécurité avec droit de veto.** Déterminée par le nouveau président **Boris Eltsine**, cette politique vise, au moins jusqu'en 2008 à permettre à la nouvelle Russie de gérer les conséquences de la disparition de l'URSS à tous les points de vue :

- **La formation de la Communauté des États indépendants en décembre 1991 (traité de Minsk) est alors destinée à créer de nouveaux liens entre les anciennes républiques soviétiques** (à l'exception des pays baltes qui entendaient se tourner vers l'Union européenne). **Par ailleurs, la Russie cherche à intégrer la communauté internationale sur tous les plans** : adhésion au FMI, coopération avec l'OTAN en Europe, politique de négociations de réduction des armements...

- Alors que les forces militaires « soviétiques » amorcent leur retrait des pays d'Europe de l'Est dès 1992, **la Russie cherche à consolider son influence dans ce qu'elle estime être son « étranger proche »**, c'est-à-dire les anciennes républiques d'URSS. Dès 1992, la Russie s'immisce ainsi dans les affaires de la **Géorgie** en soutenant les peuples séparatistes comme les Ossètes du Sud et les Abkhazes. Cependant, la Russie doit faire face, de 1994 à 1996, à la première guerre de **Tchéchénie**, qui présente, aux yeux de Moscou, le tort d'avoir proclamé unilatéralement son indépendance. Cette guerre est un échec pour la Russie, qui doit reconnaître l'indépendance de la Tchétchénie. Cette humiliation conduit à la seconde guerre de Tchétchénie à partir d'octobre 1999 : les troupes russes emportent une victoire lourde de conséquences humaines (environ 150 000 Tchétchènes tués lors des deux guerres), qui entraîne **la réintégration de la Tchétchénie au sein de la fédération de Russie**.
- **Une politique de nouvelle fermeté à l'égard des Occidentaux** avec l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête du gouvernement en 1999.

3° - Les objectifs de la Russie depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir sont de restaurer la superpuissance russe et surtout de la rendre incontestable :

- **D'abord de préserver la zone d'influence de la Russie par la diplomatie, voire par l'action militaire : la Russie entend refuser toute ingérence, de la part des États-Unis, qui agiraient par l'intermédiaire de l'OTAN, ou de l'Union européenne. En effet, les Russes se sentent menacés par une extension de l'OTAN en Europe de l'Est**, ce qui les a conduits à d'abord déstabiliser la **Géorgie**, qui se rapprochait des Occidentaux, en intervenant militairement aux côtés des Ossètes du Sud dans le conflit qui les opposait à la Géorgie. Puis la Russie est intervenue contre l'**Ukraine** en annexant la Crimée en 2014, pour assurer la sécurité des ports abritant la flotte russe de mer Noire, puis en déstabilisant l'Ukraine par un soutien marqué aux sécessionnistes du Donbass...

Par rapport à l'Ukraine, la Russie entend l'empêcher de se rapprocher des États-Unis et de l'Europe et pour cela a favorisé les relations avec des dirigeants

ukrainiens pro-russes, comme Viktor Ianoukovitch, et, lorsque cela n'a plus été possible, l'a donc déstabilisé militairement...

- **Parallèlement, la Russie s'est évertuée à développer des ambitions mondiales, en modernisant son armée** (la quatrième plus grande du monde) et **en augmentant le budget consacré à la défense**, afin de la rendre capable d'intervenir au-delà de l' « étranger proche », comme cela a été le cas en Syrie à partir de septembre 2015... **La Russie s'est parallèlement rapprochée d'États qui partagent ses points de vue sur l'économie mondiale et la forme de gouvernement, comme la Chine ou encore la Turquie** ; enfin, **la Russie déploie une diplomatie active en direction du Moyen-Orient.**

- **A l'égard de l'Union européenne et de l'Europe de l'Est, la Russie utilise la « diplomatie du gaz »**. En 2006 et en 2009, la Russie avait fait pression sur l'Ukraine mais aussi sur tous les pays d'Europe de l'Est, en fermant les approvisionnements en gaz, de même, la construction d'un gazoduc (Nord Stream, inauguré en 2011) reliant directement la Russie à l'Allemagne avait pour but de court-circuiter l'Ukraine. Cette politique d'accords d'approvisionnement entre la Russie et l'Europe (notamment l'Allemagne) reçoit la désapprobation des États-Unis qui compte bien faire de l'UE le débouché de leur propre gaz de schiste.

- **Enfin, le pouvoir russe entend restaurer la fierté russe, à travers la valorisation du passé tsariste, mais aussi l'exaltation de la puissance soviétique au moment de la « Grande Guerre patriotique »** (Seconde Guerre mondiale) ou encore le **poids croissant donné à l'influence de l'Église orthodoxe**. Les Russes célèbrent donc **plusieurs fêtes nationales** : d'abord le 9 mai qui reste la grande fête nationale et populaire russe, en ce qu'elle permet, comme l'a montré **Nicolas Werth**⁹, de réunir l'ensemble de la population autour d'un triple consensus : la grandeur de la Russie à travers sa victoire, le sacrifice de la Nation tout entière avec ses vingt millions de mort (dont la moitié de civils), et la force et la pérennité de l'État malgré les vicissitudes idéologiques... En 2005, les autorités russes ont rétabli la fête nationale du 4 novembre en vigueur dans la Russie tsariste : c'est le jour de l'unité du peuple » qui commémore l'expulsion

⁹ Historien français, spécialiste de l'URSS et de la Russie.

des troupes polonaises de Moscou en 1612, mais le 7 novembre (jour de la Révolution d'Octobre) reste un jour férié officiel.

> **Activité 7** : Une puissance en reconstruction : La Russie depuis 1991

- pp. 96-97

- Q° 1, Q° 2, Q° 3

Axe 2 - Formes indirectes de la puissance: une approche géopolitique

A) (jalon 1) - L'enjeu de la langue dans les relations internationales

1° - La diffusion d'une langue reflète la puissance des États qui en sont à l'origine. Aussi la présence de l'anglais à l'échelle planétaire est le résultat de la puissance économique et politique du Royaume-Uni au XIXe siècle et des États-Unis depuis 1945 sous la forme des « économies-monde ». La diffusion des langues européennes à l'ensemble de la planète est aussi le résultat de la colonisation, qui explique leur importance numérique :

- **l'anglais** compterait 600 millions de locuteurs en langue maternelle ou secondaire et est reconnu comme langue officielle dans une cinquantaine d'États : en **Inde**, il est langue officielle avec l'hindi et sert à faire le lien entre les différentes communautés puisque l'Inde compte 860 langues, dont seulement 22 sont reconnues comme langues régionales ;
- **le français**, avec ses 200 à 300 millions de locuteurs (selon que l'on ne compte que les utilisateurs réels ou que l'on y ajoute les utilisateurs occasionnels), est langue officielle dans une trentaine d'États, le plus souvent issus de l'Empire colonial français ;
- **l'espagnol** compterait entre 320 et 400 millions de personnes l'utilisant comme langue maternelle, puisqu'il est langue officielle dans une vingtaine de pays, issus de son passé colonial, plus particulièrement en **Amérique du Sud**. L'espagnol se développe aux États-Unis en accompagnant les flux migratoires : une quarantaine de millions de personnes aurait l'espagnol pour langue maternelle aux États-Unis, presque autant que d'Espagnols...

2° - La prédominance de l'anglais tient au fait qu'il s'agit de la langue des relations économiques internationales, en raison de la puissance économique des États-Unis, mais aussi de la recherche scientifique par exemple ; la revue Nature, fondée au Royaume-Uni en 1869, est la plus prestigieuse au monde et une publication dans ses pages vaut reconnaissance internationale. Le français se maintient comme langue internationale officielle dans les grandes institutions internationales, à commencer par l'ONU et ses organismes affiliés, mais aussi dans le sport au niveau du Comité international olympique (CIO).

Aussi la diffusion de la langue est un des vecteurs de la puissance des États qui, pour la plupart, ont créé des réseaux culturels à portée mondiale afin d'assurer la promotion de leur langue mais aussi de leur culture : Alliance française depuis 1883, Società Dante Alighieri depuis 1889, British Council depuis 1934, Institut Goethe depuis 1951, Fondation du Japon depuis 1972, Institut Cervantes depuis 1991... Conscient des enjeux, la République populaire de Chine a créé les Institut Confucius en 2004.

La diffusion de la culture se réalise aussi par l'implantation d'université à l'étranger, comme c'est le cas pour les universités américaines au Moyen-Orient ou de grandes institutions culturelles, comme le Musée du Louvre à Abou Dhabi ou le Centre Pompidou à Malaga (« El Cubo » pour diffuser des œuvres de 2015 à 2020), à Bruxelles et à Shanghai... ; de 2006 à 2009, le High Museum d'Atlanta a prêté une aile de son bâtiment au musée du Louvre, attirant 1,2 million visiteurs...

3° - On appelle francophonie l'ensemble des personnes et des institutions qui sont amenées à utiliser le français couramment. Les pays qui utilisent le français ou souhaitent l'utiliser se regroupent au sein de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Le français est en effet la langue officielle de nombreux États, parfois en association avec une autre dans le cas de la Belgique ou de la Suisse par exemple ; le français est la seule langue officielle du Québec depuis 1969, mais les écoles anglophones y ont une existence légale et les parents ont le choix et l'administration, spécialement les tribunaux, doit offrir des services en anglais aux anglophones.

Le français est la langue officielle de nombreux États africains, dont la **République démocratique du Congo** (ancienne colonie belge), qui, avec ses plus de 80 millions d'habitants, est le premier pays francophone du monde. En raison de la croissance démographique attendue de l'Afrique, le français est appelé à connaître une croissance importante. Mais là aussi le français est soumis à la concurrence de l'anglais puisqu'en 2012, la RDC a passé une loi rendant obligatoire l'apprentissage de l'anglais dans l'enseignement supérieur.

L'idée d'une communauté francophone, unie par la langue, l'histoire et la culture, a été portée dans les années 1960 par des chefs d'État tel que Habib Bourguiba (Tunisie), **Léopold Sédar Senghor** (Sénégal) ou encore **Norodom Sihanouk** (Cambodge), jusqu'à la création en 1970 (seconde conférence de Niamey) de l'Agence de coopération culturelle et technique, qui est devenue aujourd'hui l'OIF. Tous les deux ans, un sommet de l'**OIF** réunit les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie. Il s'agit de fixer les politiques permettant non seulement de promouvoir le français comme langue, mais aussi de favoriser la diffusion des droits de l'homme ainsi que des coopérations en matière d'éducation...

Le développement du français ne s'appuie pas que sur l'OIF, mais aussi sur le réseau des Alliances françaises, des coopérations entre universités du monde entier ainsi que sur la chaîne de télévision « TV5 Monde » et « Radio France International » (RFI).

> **Activité 8** : [L'enjeu de la langue : l'exemple de l'Afrique](#)

- pp. 106-107

- Q° 2, Q° 3

B) (Jalon 2) - Le « numérique » est un enjeu contemporain de la puissance

1° - Les nouvelles technologies sont aujourd'hui des vecteurs du « soft power » des États, spécialement à travers la puissance des géants du numérique. Ces Géants du web et du numérique sont **globalement tous américains.**

Ils sont connus sous **l'acronyme GAFAM, pour Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft**. Alors qu'en 1994, le secteur le plus important du marché américain était la consommation, avec des entreprises comme Altria (multinationale étasunienne : tabac et agroalimentaire) ou Coca-Cola, c'est dorénavant le **secteur des nouvelles technologies qui domine avec environ 20% de ce marché**. Cet ensemble d'entreprises récentes, dont les plus anciennes ont une quarantaine d'années, a été rejoint récemment par **les NATU, nouvel acronyme pour désigner Netflix, Airbnb, Tesla et Uber...** Toutes ces entreprises sont supposées proposer des **nouveaux modèles, dit « disruptifs », c'est-à-dire rompant avec les anciens schémas et devenant incontournables dans leur domaine d'activité**.

Les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) sont les nouveaux acteurs transnationaux de cette géopolitique (22 ans de moyenne d'âge en 2018) :

- **Les 10 premières sociétés américaines du numérique** ont une valorisation boursière supérieure au budget annuel de la France.
- **Leur position est dominante sur le marché** : situation de monopole voire de cartels avec cette concentration de pouvoir technologique.
- **La numérisation rapide de nos économies et sociétés leur donne un pouvoir sur l'ensemble du système**. Le **cyberespace est faiblement régulé** par des normes juridiques, ils le façonnent selon leurs valeurs et pratiques.
- **Les GAFAM ont le pouvoir de racheter toutes les entreprises innovantes montantes empêchant toute concurrence**. Situation souvent dénoncée par l'UE (diverses poursuites sur le plan fiscal ou concurrentiel).
- Selon une étude d'*Oxfam America* sur l'**évasion fiscale** des plus grandes entreprises américaines entre 2008 et 2014 : Apple, Microsoft, IBM, Cisco et Google ont transféré **plus de 450Mds \$ dans les paradis fiscaux**.
- **1000 milliards de dollars** : le 2 août 2018, Apple devient la première entreprise à atteindre cette valeur.

Mais de **nouveaux concurrents chinois, les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, et les smartphones Xiaomi et Huawei) révolutionnent l'économie et la société chinoise, soutenus par l'État soucieux de construire son propre écosystème numérique**. Leurs investissements dans l'intelligence artificielle sont à la hauteur des ambitions de la Chine : **devenir le n° 1 mondial de l'IA d'ici 2030**. (Exemple, le

développement de la 5G mondiale avec Huawei impliquant le contrôle de l'information mondiale). Après avoir sécurisé leur marché intérieur **les BATX accentuent leur internationalisation.**

2° - Les GAFAM non seulement dominant leur activité mais transforment profondément les sociétés dans lesquelles elles se développent :

- ◆ Microsoft, fondé en 1975 par Bill Gates et Paul Allen, a **imposé Windows comme principal logiciel d'exploitation des ordinateurs personnels.**
- ◆ Apple, fondé en 1976 par Steve Jobs, Steve Wozniak et Ronald Wayne, est devenu l'un des principaux fabricants d'ordinateurs et de téléphones, en misant sur le haut de gamme et le quasi luxe, **imposant son propre système d'exploitation, IOS,** mais qui ne parvient pas à rattraper Android en parts de marché. Contrairement aux autres, Apple, avec les AppStores, n'est pas totalement dématérialisé.
- ◆ Amazon, fondé en 1994 par Jeff Bezos, est devenu le géant du e-commerce, **remplaçant même le commerce traditionnel et s'attaquant de front au géant américain de la distribution Walmart.** Amazon se développe dans tous les secteurs horizontaux ou verticaux qui peuvent renforcer sa clientèle : il est devenu un poids lourd de la logistique (10 avions, 4000 camions, 361 entrepôts et 45 000 robots « travaillant » dans les entrepôts assurent les livraisons partout dans le monde), a investi dans les séries télévisées, s'est associé avec Ford et Volkswagen pour équiper leurs véhicules de la technologie d'intelligence artificielle dans lequel il a investi, et se développe même dans la vente de produits frais... Mais son activité la plus profitable réside dans Amazon Web Services (AWS), filiale spécialisée dans le « cloud computing », c'est-à-dire le stockage de données pour les entreprises et les administrations.
- ◆ Google, créé en 1998 par Larry Page et Sergey Brin, est devenu le **principal moteur de recherche des pays développés** (85 à 90 % des recherches en ligne), utilisé en moyenne 18 millions de fois par mois, rien qu'aux États-Unis ; devenu le groupe Alphabet (holding regroupant l'ensemble des sociétés détenus par Google, jusque dans la domotique et l'agroalimentaire), il est la première capitalisation mondiale en 2016 et est aujourd'hui valorisé à plus de 550 milliards de dollars. Google s'est développé avec le système Android de téléphonie, mais

aussi en rachetant YouTube, en développant Google Cars et un laboratoire de recherche dans l'innovation : Google X Lab...

- ◆ Facebook, créé en 2004 par Mark Zuckerberg, Dustin Moskovitz, Andrew McCollum, Eduardo Saverin & Chris Hugues, est devenu **le plus grand réseau social du monde avec plus de deux milliards d'utilisateurs actifs**. Certains veulent voir dans Facebook le « pays » le plus peuplé de la planète. Il s'est développé en achetant d'autres réseaux sociaux comme Instagram et WhatsApp.

3° - Les GAFAM sont donc devenus à la fois des trusts horizontaux, en absorbant leurs concurrents ou les nouveaux venus (Instagram, WhatsApp, Oculus Rift ou Titan Aerospace ont été rachetés par l'un ou l'autre de ces trusts), **et des trusts verticaux** en acquérant des fournisseurs tout au long de la chaîne ; **ils forment entre eux des oligopoles, à l'exemple des systèmes d'exploitation des téléphones mobiles fournis par deux à trois entreprises dans les pays occidentaux** (mais en fait essentiellement IOS pour Apple et Android pour Google)... Ce gigantisme leur a donc permis de concentrer une très forte capitalisation boursière, soit 1650 milliards de dollars pour les GAFAM au début de 2017. **Ce qui n'est pas sans poser la question du respect de la libre concurrence...**

4° - La question aujourd'hui est de savoir si les GAFAM se contentent de stratégies classiques d'entreprises ou s'ils ont adopté une logique de puissance, jusqu'à être **soupçonnés d'être des États dans l'État**. Si l'on considère que **l'internet est considéré par les États-Unis comme un élément central de leur puissance**, les GAFAM sont devenus l'un des éléments centraux de leur **soft power**. Pourtant, **le débat sur la protection des données personnelles doit faire réfléchir à la capacité de ces entreprises géantes à imposer leurs choix au monde dans tous les domaines, aussi bien politiques que sociaux, aux particuliers comme aux États**. Ce débat s'est notamment focalisé en 2016 autour de la résistance d'Apple à la demande du FBI de déverrouiller l'iPhone d'un terroriste après un attentat, au nom de la défense de la vie privée, puis autour des « fake news » que la Russie aurait propagées en achetant des espaces sur Facebook avant l'élection américaine de 2016...

Enfin, **les GAFAM sont régulièrement accusés de contourner le droit social et la fiscalité des pays dans lesquels elles prospèrent pourtant** : en 2016, la

Commission européenne a condamné Apple à rembourser 13 milliards d'euros à l'Irlande en raison d'avantages fiscaux indus, et, en 2017, Google a été condamné à une amende de 2,4 milliards d'euros pour « abus de position dominante ».

5° - Pourtant la notion de « nouvelle diplomatie numérique » (ou *digital diplomacy*) fait son chemin : en modifiant les comportements culturels et les échanges commerciaux dans une grande partie du monde, elle traduit l'existence d'une **stratégie de conquête idéologique et culturelle, qui dépasse l'action des simples ambassades**. Afin de restaurer l'image des États-Unis à l'issue des présidences Bush, l'administration Obama a ainsi initié l'utilisation des réseaux sociaux au service de sa politique étrangère, s'appuyant sur le **concept de « *smart power* »¹⁰, forgé en 2004 par Suzanne Nossel** (haute fonctionnaire étasunienne) et repris dès 2009 par la secrétaire d'État Hillary Clinton. **Après que Apple et Facebook ont choisi le Danemark pour y ouvrir d'immenses Data Centers, celui-ci a nommé, en février 2017, un « ambassadeur numérique », chargé d'entretenir des relations avec les GAFAM, au même titre qu'avec un autre État.**

À tel point que les GAFAM sont de plus en plus considérés comme des politiques, avec une idéologie : le libertarisme, permettant presque tout et limitant au maximum le rôle de l'État. En attendant la création d'îles-États artificiels dans les espaces maritimes internationaux, **les Géants étasuniens du web ne se privent pas pour faire pression sur les gouvernements.**

6° - Alors que l'Union européenne paraît avoir abandonné l'idée d'un internet européen, se focalisant davantage sur le contrôle des contenus diffusés, la Russie et la Chine ont préféré favoriser le développement d'entreprises nationales, susceptibles de concurrencer les Géants américains, mais aussi de contrebalancer le *soft power* des États-Unis. Ainsi la **Russie** oppose-t-elle VKontakte à Facebook et Yandex à Google...

Le Web chinois, qui s'appuie sur un marché protégé par la censure d'État (les grands serveurs Web américains sont bloqués en Chine) **et sur l'absence de soucis des Chinois pour la protection des données privées, est dominé par les**

10 Combinaison des stratégies de SP et de HP avec un rééquilibrage du HP vers le diplomatique au détriment du militaire.

géants locaux que sont Alibaba et son site de commerce en ligne TaoBao, et Tencet qui est à la fois un réseau social et un spécialiste des jeux vidéo... Leur capitalisation boursière, sans atteindre encore celle de leurs homologues américains, se montre en centaines de milliards de dollars américains. **Dorénavant, les Géants chinois du web se tournent vers les marchés émergents des pays en voie de développement, spécialement en Asie.**

Chronologie

- **1975** : création de Microsoft par Bill Gates et Paul Allen.
- **1976** : création d'Apple par Steve Jobs, Steve Wozniak et Ronald Wayne.
- **1980** : en France, apparition du Minitel (pour « médium interactif par numérisation d'information téléphonique »).
- **1994** : création d'Amazon par Jeff Bezos.
- **1998** : création de Google par Larry Page et Sergueï Brin.
- **2004** : création de Facebook par Mark Zuckerberg, Dustin Moskovitz, Andrew McCollum, Eduardo Saverin et Chris Hugues.

> **Activité 9** : [La puissance des géants du numérique \(2\)](#)

- pp. 110-111

- Q° 4, Q° 5

C) (Jalon 3) - La maîtrise des voies de communication : les « nouvelles routes de la soie »

1° - Comme le Royaume-Uni entendait s'assurer la maîtrise de la route maritime entre ses ports et l'Empire des Indes, **la Chine aujourd'hui entend s'assurer de la maîtrise des voies de communication qui lui permettent de commercer avec l'Europe et l'Afrique.** **Le projet des « nouvelles routes de la soie »** - en référence aux routes commerciales qui, par caravanes, acheminait autrefois la soie depuis l'Extrême-Orient vers l'Europe - a été **lancé par le président chinois Xi Jinping en 2014. Il s'agit pour le gouvernement chinois de construire et/ou de développer les infrastructures de transport et d'énergie qui, à travers le continent eurasiatique ou l'océan Indien et la Méditerranée vont permettre de relier les espaces mais aussi de soutenir le commerce mondial et de permettre un développement des entreprises chinoises et des pays partenaires.**

Les « routes de la soie » correspondent pour la Chine à une volonté de double sécurisation : celle de leurs approvisionnements en produits bruts, agricoles ou miniers, mais aussi celle de leurs exportations. L'économie chinoise est en effet une économie extravertie, et donc à la merci d'un retournement de conjonctures dans les pays de la Triade qui ferait baisser leur consommation.

Les banques chinoises offrent des financements avantageux, ce qui doit déboucher par la suite sur des contrats pour les entreprises chinoises de construction et de développement de ces infrastructures.

2° - Le problème survient lorsque le pays qui a reçu ces investissements est incapable de les rembourser, souvent en raison d'un problème de conjoncture lié au cours des produits bruts ; ainsi la Chine peut exercer un contrôle total sur certaines infrastructures, à l'exemple du port de Hambantota, au Sri Lanka... Il semble qu'une acceptation des financements chinois s'accompagne en effet d'une renonciation, implicite mais réelle, à tout discours critique envers la Chine et sa politique. Les États-Unis y voient une approche prédatrice, ce qu'ils n'ont pas manqué de souligner, notamment en matière de développement de la 5G soutenue par le géant chinois des télécoms, Huawei, dont ils pensent qu'il s'agit d'une opportunité pour les Chinois de développer une forme d'espionnage.

Concrètement, la **Chine** construit donc des ports au **Sri Lanka**, au **Pakistan**, en **Birmanie**, investit dans des autoroutes ou de nouvelles voies de chemin de fer, ou, tout simplement, développe des partenariats commerciaux. Ainsi, lorsque la Grèce a dû privatiser ses ports en contrepartie des fonds reçus par l'UE et le FMI, le port du Pirée, à proximité d'**Athènes**, a été entièrement racheté par l'entreprise chinoise Cosco. Il est depuis devenu le second port de Méditerranée, puisque 80 % des échanges entre la Chine et l'Europe empruntent désormais cette route.

De nombreux trains assurent désormais des liaisons régulières entre des villes chinoises et des villes européennes, à l'exemple de la liaison entre Lyon et Wuhan établie depuis avril 2016. De la même façon, la Chine a financé la nouvelle voie ferrée entre Djibouti, sur la mer Rouge, et Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, afin, pour les autorités éthiopiennes, de désenclaver leur pays.

> **Activité 10** : La maîtrise des voies de communication : «les « nouvelles routes de la soie »

- pp. 112-113

- Vers le bac

Objet de travail conclusif - La puissance des États-Unis aujourd'hui

On peut dire tout ce que l'on veut sur le niveau d'affaiblissement des États-Unis, il n'en reste pas moins qu'ils sont aujourd'hui l'unique superpuissance, avec laquelle aucun pays ne peut véritablement rivaliser : ils sont toujours, malgré les progrès spectaculaires de la Chine, la **première puissance économique du monde, maîtrisant toutes les technologies du futur** ; ils demeurent la **première puissance militaire** et ont **diffusé leur culture** au reste du monde. De façon concomitante, ils sont **aussi la puissance qui suscite le plus de rejets au monde** mais, finalement, même ceux qui rejettent l'influence des États-Unis se positionnent en fonction d'eux.

A) (Jalon 1) - Les États-Unis sont la puissance « à quatre côtés »

1° - Avec l'éclatement de l'URSS, les États-Unis restent la seule superpuissance capable de s'imposer dans tous les domaines des relations internationales. Pour les États-Unis, ils ont gagné la guerre froide et sont désormais en mesure de jouer les « **gendarmes du monde** ». La **première guerre du Golfe**, en 1991, en est l'illustration : la coalition internationale qui agit contre l'**Irak** dans le cadre de l'ONU n'est rendue possible qu'avec la participation de 250 000 soldats américains.

Pourtant, cette guerre permet de revaloriser le rôle de l'ONU qui n'est plus paralysé par l'opposition entre les États-Unis et l'URSS. Pour Zbigniew Brzezinski¹¹, les **États-Unis sont désormais les seuls à combiner puissance économique, « hard power » (c'est-à-dire la puissance militaire et la capacité d'intervenir partout sur la planète) et le « soft power » (c'est-à-dire l'influence culturelle), à tel point que le politologue Francis Fukuyama avait parlé de la fin de l'histoire à la fin de l'URSS.**

¹¹ Politologue américain

Cette combinaison de manifestations de la puissance s'exprime donc par :

a) - la « force brute » (ou « *hard power* »), **c'est-à-dire la puissance militaire** : les États-Unis possèdent **la moitié des forces nucléaires et de la puissance navale mondiales à eux seuls. Ils sont aussi les seuls à pouvoir projeter leurs forces sur tous les théâtres d'opérations de la planète**, grâce à leurs flottes structurées autour de leurs porte-avions à propulsion nucléaire.

- Le **1er budget militaire du monde** : plus du 1/3 des dépenses militaires mondiales (en 2019). Le budget de la Défense, atteint 732 milliards de \$ en 2019, soit 3,4 % du PIB (Chine = 261 milliards de \$, 1,9 % du PIB ; France = 50,1 milliards de \$, 1,9 % du PIB).

- Une **force de frappe nucléaire** : 4 500 têtes nucléaires en 2007, les accords START en 2010 prévoient leur réduction.

- Son **armement** : 8500 chars, 6 000 hélicoptères, 4 300 avions de combat, 10 porte-avions (dont 8 nucléaires), et 14 SMNLE (sous-marin nucléaire lanceur d'engins), 53 sous-marins d'attaque. La 15^e armée mondiale avec 1,45M d'hommes (actifs avec la possibilité de le porter à 2,3M) et une capacité de projection de 400 000 hommes (Russie 60 000 hommes). **Elle peut faire face à plusieurs conflits à la fois**. Il s'agit d'une armée de spécialistes, capable d'une guerre « propre » par ses frappes chirurgicales, selon Washington.

- La **1^{re} flotte aéronavale** avec 7 flottes de guerre réparties dans le monde, composées chacune de 281 navires leur permettant d'intervenir partout en 48 à 96 heures. L'US Navy représente 70 % des flottes de guerre mondiales.

- Un **matériel** américain **réputé dans l'aviation ou les munitions**.

- Des **innovations** : utilisation récente de drones (avions sans pilote) de reconnaissance mais aussi de combat.

- Le **budget pour la R&D militaire** est 4 fois plus important qu'en Europe : 45 Mds de \$ en 2014.

- Ils peuvent mener une **« guerre asymétrique »** : concept stratégique qui repose sur la supériorité technologique écrasante d'un belligérant (Irak en 1991 et 2003, Afghanistan en 2001).

- Le **renseignement avec 2 agences efficaces et avec le plus gros budget du monde** : la NSA (*National Security Agency*) pour les menaces extérieures, la CIA

(*Central Intelligence Agency*) pour les menaces directes sur les intérêts américains, intérieures ou extérieures.

b) - le « *soft power* », c'est-à-dire la **capacité d'influencer**, que ce soit par le **contrôle de l'information mondiale** à travers leurs médias (à l'exemple de CNN) ou par leurs **services de renseignements** (à l'exemple du réseau d'écoutes « Échelon »), même si le président George Bush avait remis en cause la fiabilité de la CIA. Bien sûr, on ne peut ignorer l'influence culturelle des EUA (sport, mode, musique, cinéma, nourriture, ...).

c) - la puissance économique : malgré la croissance de la Chine, les États-Unis restent la **première économie mondiale**.

2° - L'exemple de cette combinaison se retrouve aujourd'hui dans l'OTAN, qui n'avait pourtant plus de raison d'être du fait de la disparition de l'URSS. **En 1997, la signature de l'Acte fondateur entre l'OTAN et la Russie a associé cette dernière à toutes les décisions sur la sécurité en Europe. Avec l'intégration de certaines des anciennes démocraties populaires (Pologne, République tchèque, Hongrie...) et la multiplication des candidatures, l'OTAN est devenue un instrument du maintien de l'ordre en Europe, voire dans le monde** (intervention en Afghanistan), **sous le contrôle des États-Unis**. Toutefois, avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis, l'existence de l'OTAN a été régulièrement remise en cause, l'administration étasunienne reprochant à ses alliés européens de ne pas prendre suffisamment en charge financièrement l'organisation et demandant des contreparties commerciales (baisse de droits de douane, achat d'équipements militaires américains, question du gaz...) à l'engagement des États-Unis.

3° - Un colosse aux pieds d'argile

a) Fractures internes. Dès les années 1950-1960, les **« ratés » du rêve américain apparaissent : il y a beaucoup d'exclus du rêve américain**, ce qui est aggravé en interne par la quasi-absence de protection sociale (15% de pauvres soit 45 M). Cette pauvreté se lit dans les **dégradations urbaines**.

La discrimination reste forte, avec des quartiers « noirs », « latinos », « WASP » qui cohabitent mais **se mélangent peu**. Les **revendications se radicalisent**, des émeutes de Watts (ghetto de Los Angeles en 1992) à celles de 2020 (mort de George Floyd) et la réactivation du mouvement Black Lives Matter.

Au pays du rêve américain, la **mobilité sociale est bloquée : le pouvoir d'achat des salariés stagne, effondrement du modèle social** des grandes industries automobiles (emploi stable, avantages sociaux), **surendettement des jeunes diplômés** (total de 1 000 Mds de \$).

Les tensions aux frontières exacerbent les tensions nationalistes. *Exemple Construction du mur américano-mexicain relancé par D. Trump en 2017.*

Les conservateurs et la religion ont de plus en plus de poids tant dans l'opposition au contrôle des armes que dans la multiplication des attaques contre les droits humains (avortement, LGBT, ...).

b) - Une puissance économique concurrencée. La concurrence des autres pôles de puissance est rude. **Les États-Unis sont déficitaires dans leurs échanges, c'est la conséquence de la NDI** (Nouvelle Division Internationale du Travail). **Ce déficit est financé par l'endettement.**

Cette dette étatique est accrue avec la **guerre en Irak** (coût estimé 500 à 3 000 Mds \$) et **en Afghanistan**. **On estime le coût des guerres menées par les États-Unis depuis vingt ans à 8000 Mds de \$**, ces guerres auraient entraîné la mort de 929 000 personnes dont 387 000 civils et 38 M de personnes déplacées.

Si le dollar reste la monnaie de référence mondiale, la Chine en détient un nombre considérable et peut exercer des pressions. Cet endettement colossal des entreprises, particuliers et État, est caractéristique des puissances hégémoniques. Il touche les États-Unis plus gravement avec un créancier majeur (la Chine). Le poids nouveau de **la Chine** ne peut être occulté ; « l'atelier du monde » impose des prix de plus en plus concurrentiels. Les États-Unis s'adaptent avec la tertiarisation de l'économie productrice de produits à plus forte valeur ajoutée.

La surexploitation des ressources inquiète. Le territoire américain est vulnérable (ouragan Katrina en 2005 et Ida en 2021). **La crise des subprimes a affaibli le pays**. Sa kyrielle de conséquences néfastes atteint le rêve en son cœur : la job machine. Si le chômage est retombé en 2016 sous la barre de 5 %, il était monté à 10%, chiffre sans précédent depuis 1945.

Les entreprises américaines taxées d'exploiter la planète souffrent d'un déficit d'image profond, de Mc Donald (« malbouffe ») à Nike (« exploitant les enfants »).

Son hard power est en difficulté lorsque les guerres sont asymétriques. En **Irak**, si la 2^e guerre du Golfe (mars-mai 2003) est un succès rapide aux pertes limitées (138 morts), **le maintien de la paix est meurtrier** (4 400 morts, 32 000 blessés américains entre 2003-2009). En **Afghanistan**, le plus long conflit des États-Unis, ont été envoyés 775 000 soldats, dépensés près de 1000 Mds de \$ et perdus 2500 hommes **sans parvenir à vaincre pour autant les Talibans ni à installer un régime politique stable**. Le taux de suicide des vétérans américains ne cesse d'augmenter depuis 2004. **Les crimes de guerre et les erreurs de frappe sont médiatisés et renforce l'incompréhension des populations étasuniennes et internationales.**

B) (Jalon 2) - Le débat unilatéralisme/multilatéralisme a-t-il encore un sens ?

1° - La fin de la guerre froide et l'éclatement de l'URSS ont donc consacré l'hyperpuissance américaine (expression du ministre des Affaires étrangères français, Hubert Védrine, en 1999). **On peut considérer que les États-Unis se retrouvent aujourd'hui dans une situation d'Empire mondial. En effet, par adhésion ou par rejet, tous les États du monde sont dans l'obligation de se positionner par rapport à eux. Les États-Unis cherchent à organiser un monde autour de leurs valeurs et de leur pays. Ils ont donc été amenés à classer les États du monde en alliés ou en opposants, ces derniers étant les terroristes, les « États voyous » ou l'Axe du Mal...**

Jusqu'en 1992, les États-Unis de George Bush entendent préserver l'équilibre mondial en agissant avec retenue et dans le cadre d'une

concertation. Le président des États-Unis va même jusqu'à annoncer en 1990 l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » basé sur le droit international. C'est le cas en 1991, lors de la première guerre du Golfe après que l'**Irak** a envahi le **Koweït** en 1990 ou dans la volonté des États-Unis de favoriser la paix entre **Israël** et **ses voisins**, en parvenant à faire évoluer un processus de paix bloqué depuis la première Intifada. De même, les États-Unis n'interviennent pas dans le conflit qui touche l'ex-Yougoslavie, considérant qu'il s'agit d'une affaire européenne.

C'est avec Bill Clinton que les États-Unis assument leur « leadership » et élaborent la doctrine de l'« enlargement » (élargissement) qui justifie leurs interventions :

- **poursuite de la politique de médiation au Moyen-Orient** avec la signature des Accords de Washington du 13 septembre 1993 qui permettent l'autonomie des territoires palestiniens ainsi que la paix entre Israël et la Jordanie ;
- **poursuite des sanctions contre le régime irakien** (accord « pétrole contre nourriture ») ;
- **politique en faveur de l'entrée de la Chine à l'OMC qui aboutit en 2001** ; - intervention des troupes américaines à **Haïti** en 1994 pour y rétablir la démocratie ;
- intervention en **Somalie** en 1994 pour y faire cesser le chaos politique qui y règne, mais l'opération est un échec ;
- par le biais de l'OTAN, engagement en **Bosnie** en 1995 (Accords de Dayton) puis dans le conflit du Kosovo en 1999...

2° - Ce sont donc la multiplication des points de tension dans le monde et l'accroissement de la contestation qui ont amené les États-Unis à se réinvestir dans leur rôle de leader du monde « libre » mais cette fois contre les nouveaux dangers définis d'abord par Bill Clinton puis surtout par George Bush Jr après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone : le terrorisme, les États voyous ou la criminalité internationale, regroupés sous le vocable « **Axe du Mal** ».

Les deux présidences Bush (2001-2009) ont donc clairement été marquées par l'unilatéralisme, tandis que Barack Obama, sans revenir au

multilatéralisme, optait pour une politique réaliste de maintien d'un « leadership global », constatant que les États-Unis ne semblaient dès lors plus prêts à assumer le rôle de « gendarme du monde ». Cette politique est marquée par :

- ◆ **Une prudence en matière de gestion de crise**, particulièrement au Moyen Orient, à tel point que l'on a même pu parler d'inaction (la fameuse « ligne rouge » que le régime syrien ne devait pas franchir en utilisant des armes chimiques) ; Obama considère en effet que l'usage de la force, comme cela avait été le cas en Afghanistan à partir de 2001 (mais les attentats du 11 Septembre pouvaient-ils demeurer sans réaction démonstrative des États-Unis ?) puis en Irak à partir de 2003, avait été davantage un facteur de désordre que de solution.
- ◆ **Aussi les États-Unis ont-ils davantage eu recours à la « guerre indirecte »** notamment par l'usage de drones contre des cibles d'Al Qaida, mais aussi par l'extension des écoutes réalisées par la NSA à travers le réseau « Échelon », ou encore le développement de forces spéciales, notamment en Afrique de l'Ouest, au détriment des opérations conventionnelles... En Libye, les États-Unis n'entendent pas répéter les erreurs de l'Irak et préfère laisser la France et le Royaume-Uni intervenir, quitte à utiliser ponctuellement les forces spéciales pour s'emparer de responsables d'Al Qaida.
- ◆ **En matière économique, l'intérêt des États-Unis s'est réorienté en direction de l'Asie, au détriment de l'Europe**, ce qui explique l'intérêt du Traité transpacifique, conçu pour allier les économies américaines et asiatiques en dehors de la Chine, déjà perçue comme une menace pour l'économie américaine.

3° - Il n'est pas aisé de définir la façon dont Trump concevait la politique étrangère des États-Unis ; il est possible toutefois d'en déterminer quelques grands axes :

- **Tout d'abord une politique de retrait** : abandon du Traité transpacifique et de l'Accord sur le climat, refus de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, abandon de certains principes de libre-échange avec des sanctions économiques contre le Mexique, la Chine ou bien l'Union européenne, abandon (relatif) de l'intervention en Syrie, amorcé par la convention de Doha du retrait d'Afghanistan... Les États-

Unis semblent se désengager de politiques et d'accords internationaux, dont ils considèrent qu'ils ne leur rapportent rien, voire qu'ils les affaiblissent.

- **Deuxièmement, cette politique n'est qu'en apparence unilatéraliste, mais elle n'est pas non plus multilatérale** : le président des États-Unis Trump privilégiait des relations bilatérales, avec la Corée du Nord, avec la Russie... dans des rencontres où il se fait fort de négocier des « deals » avantageux pour les États-Unis.

4° - Le retour vers une forme d'isolationnisme avec Biden ?

On n'observe pour l'instant pas de réelle rupture entre les visions de Trump et de Biden notamment sur le désengagement du Moyen Orient. Ils sont également tous deux obsédés par la montée en puissance de la Chine, obsession qui semble dicter dorénavant une grande part des choix diplomatiques et géostratégiques des EUA, quitte à tomber dans le « piège de Thucydide »¹².

C) (Jalon 3) - Les lieux de la puissance des États-Unis

1° - Le premier lieu de la puissance des États-Unis est d'abord le territoire américain lui-même et spécialement les grandes métropoles qui sont le siège du pouvoir diplomatique, économique et culturel des États-Unis.

Vaste de 9,6 millions de km², presque autant que toute l'Europe, cet État continent dispose de la 4^e superficie terrestre mondiale, la 1^{re} avec sa ZEE (11,4 millions de km²), avec d'énormes réserves d'espaces (Alaska). Le territoire étasunien est une véritable réserve de croissance.

* **Les matières premières** représentent 17 % de leurs exportations totales (hors pétrole) avec : les ressources agricoles des Grandes plaines, le charbon des Appalaches, le bois dans l'Ohio et l'Ontario, le coton du Mississippi et de l'Alabama. Elles lui assurent **une relative indépendance**.

¹² En relations internationales l'on désigne par l'expression « piège de Thucydide » le choix que fait une puissance dominante d'entrer en guerre avec une puissance émergente de peur de voir celle-ci la supplanter. Il s'agit d'une référence à l'*Histoire de la guerre du Péloponnèse* où l'historien Thucydide considère, au Ve siècle av. n. e., que les Spartiates ont attaqué Athènes car ils étaient inquiets de sa montée en puissance.

* **C'est un géant de l'agriculture** avec 3,7 millions de km² de surface agricole, une grande culture mécanisée. Le trinôme maïs-blé-soja constitue le fondement de son **food power. Il est doublé d'un agrobusiness sans égal** : la Bourse de Chicago, des prix des céréales en \$, les géants du négoce comme Cargill, des innovations comme les OGM... **S'agissant d'alimentation humaine, elle lui fournit un moyen de pression exceptionnel.**

* **Les ressources énergétiques sont immenses** : le « gaz non conventionnel » représente la 1/2 de sa production totale de gaz (fracturation hydraulique) ; la découverte du pétrole de schiste représente 55 % de son pétrole aujourd'hui. **Les États-Unis sont les 1^{ers} producteurs mondiaux de gaz en 2009, de pétrole en 2014. L'autosuffisance a été atteinte en 2020.** Le prix du gaz a été divisé par 4 entre 2003 et 2013 renforçant sa compétitivité. **La donne géopolitique change également avec une moindre dépendance extérieure.**

* **Son territoire est maîtrisé grâce à un réseau de transports et de télécommunications** le plus complet au monde : chemins de fer, routes, canaux, aménagement du Mississippi, prospérité des grands ports, hubs ultramodernes comme Atlanta (1^{er} aéroport mondial avec 100 millions de passagers/an).

* **Sa population est fortement urbanisée** (80% d'urbains) vivant en majorité dans les métropoles de l'est et de l'ouest (50% des Américains).

* **La population étasunienne a une démographie dynamique** (taux de fécondité de 2,1, population jeune, innovante). De 300 millions (barre franchie en 2006), la 3^e puissance démographique mondiale, pourrait passer la barre des 400 millions en 2050. C'est un **marché de consommation gigantesque. Cette croissance est alimentée par un solde migratoire fort** (limité par des quotas). **Ils attirent chercheurs et étudiants entraînant un « Brain Drain » affaiblissant Europe et PED.** La 1/2 de ces migrants vient d'Amérique latine : brassage culturel, diffusion des modes nord-américaines, transferts financiers.

New York, première métropole du pays, insérée dans la mégalopole Boswash, est un des centres diplomatiques du monde en accueillant depuis 1945 le siège de l'Organisation des Nations unies (ONU). Au sud de la mégalopole, la capitale fédérale, Washington abrite les sièges des institutions américaines (Maison Blanche pour l'exécutif et Capitole pour le Congrès) ; presque tous les pays du monde possèdent une ambassade à Washington, à l'exception de Cuba jusqu'en 2015, de l'Iran depuis 1980 (à

la suite de la révolution de 1979), de la Corée du Nord (qui utilise son ambassadeur à l'ONU)...

Les grandes métropoles des États-Unis, à commencer par New York, abritent les sièges sociaux de la plupart des grandes FTN américaines (le siège de Coca Cola est cependant à Atlanta) ; ceux-ci se sont établis dans les quartiers d'affaires (ou CBD pour Central Business District), dont le paysage avec ses gratte-ciel a inspiré les quartiers d'affaires des grandes métropoles mondiales... La **Bourse de New York est la plus importante du monde** : elle comprend le *New York Stock Exchange* (NYSE) ainsi que le **NASDAQ** (*National Association of Securities Dealers Automated Quotations*) qui cote les entreprises des nouvelles technologies, tandis que le **NYMEX** (*New York Mercantile Express*) fixe le cours des métaux et de l'énergie ; à Chicago, le **CBOT** (*Chicago Board of Trade*) fixe les cours de produits bruts agricoles et miniers...

Le poids de l'influence des États-Unis se mesure aux nombreuses technopoles¹³ qui accueillent les entreprises engagées dans les « technologies du futur ». Les plus célèbres sont : la **Silicon Valley** (à San Francisco) et la **Route 128** (à Boston) ; le *Research Triangle Park*, en Caroline du Nord, serait le plus grand « cluster du monde »... Tous ces centres sont associés à des grandes universités, Stanford pour la *Silicon Valley* ou encore Harvard et le MIT pour la Route 128.

* **1er PIB mondial**, ils produisent les 1/4 des richesses mondiales pour 4,5% de la population mondiale.

* **Son économie est diversifiée et attractive** : ils sont les 1^{ers} investisseurs sur le continent. À l'échelle mondiale, ils sont le 1^{er} pays pour l'accueil et l'émission des IDE.

* **Le dollar reste la 1^{re} monnaie de réserve**, ce qui leur permet de financer leurs déficits, imposer leurs règles avec la *Federal Reserve*. Le **\$ représente 48% des échanges mondiaux, 61 % des réserves de change des banques centrales, 46% des émissions d'obligations internationales** (en 2014). **Le droit américain s'étend puisque toute entreprise qui utilise des dollars est susceptible d'être jugée aux États-Unis.**

¹³ La **technopole** est une aire urbaine concentrant des activités de haute-technologie. Le **technopôle** est un espace dédié aux hautes technologies dans une agglomération qui n'est pas forcément une technopole.

Cette influence se mesure aussi dans la **production cinématographique** : les vingt films les plus lucratifs de tous les temps sont tous américains, à commencer par Avatar qui aurait rapporté plus de 2,7 milliards de dollars à la 20th Century Fox ; le centre du cinéma mondial est donc Hollywood, à Los Angeles.

2° - Cette puissance économique se fonde sur un vaste marché intérieur (PIB/ Hab./an de 69 024 \$ en 2021) **et une assise continentale** pour s'imposer comme un **pôle majeur de la Triade contemporaine** :

- Le **centre de gravité du pays se tourne vers l'Ouest** (Asie). Cette réalité économique renvoie à la **théorie du « pivot »¹⁴ en géopolitique** : la zone Pacifique est riche en opportunités, mais aussi en menaces (Chine).

- **Sur le continent, une véritable « chasse gardée »** : la frontière avec le Canada est la plus longue du monde (8 890 km), celle avec le Mexique (3 200 km) est la plus active au monde (maquiladoras). Ils absorbent les 3/4 des exportations mexicaines et canadiennes.

- **La création de l'ALENA** en 1992 intègre les 3 pays dans une même zone de libre-échange (21,5M de km²). Ils dominent ces flux commerciaux, même si le Canada et le Mexique bénéficient de la croissance de la zone. L'Amérique centrale et du Sud est également sous contrôle (hormis Cuba, les conflits commerciaux avec le Brésil ou le Venezuela).

3° - En dehors de l'Amérique du Nord, la puissance étasunienne peut s'appuyer sur de nombreux territoires :

- Des **territoires membres de l'Union**, comme Hawaï avec la base navale de Pearl Harbour, qui abrite le quartier général de la Flotte du Pacifique, mais aussi des territoires associés comme Guam, à proximité des Philippines, ou encore Porto Rico dans les Antilles...

14 La théorie du **Heartland** est le nom donné à une analyse géopolitique de l'histoire du monde proposée par le géographe britannique Halford John Mackinder en 1904 dans son article *The Geographical Pivot of History* (Le pivot géographique de l'histoire). Selon Mackinder, le monde est comparable à un océan mondial où se trouve l'île mondiale (« *world island* ») composée de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique. Autour d'elle, se trouvent les grandes îles (« *outlying island* ») : l'Amérique, l'Australie, le Japon et la Grande-Bretagne. Celui qui contrôle le pivot mondial (« *heartland* ») (*se trouve au centre de l'île monde. Il s'étend de la Volga au Yangtze, et de l'Himalaya à l'Arctique. Principalement occupé par l'Empire russe à l'époque, il s'agit pour Mackinder du territoire le plus fertile et le plus important, stratégiquement, du monde*) commande l'île mondiale ; celui qui tient l'île mondiale tient le monde.

- **Des bases dans les territoires de leurs alliés** : les forces américaines de l'OTAN stationnent donc en Europe et en Turquie ; les États-Unis possèdent aussi des bases au Japon (dont la plus controversée est celle d'Okinawa¹⁵) et en Corée du Sud ou encore au Moyen-Orient et à Djibouti..
- Malgré le basculement du régime cubain en 1957, les États-Unis continuent de disposer à Cuba de la base de Guantanamo, qui, à partir de 2002, a reçu un camp de détention pour les prisonniers capturés en Afghanistan ou encore en Irak...

Depuis les années 1970, les États-Unis disposent aussi **des bases du réseau « Échelon », stations d'écoute des communications internationales**, de quelque nature qu'elles soient.

Le monde n'a pas plus de chances de rester figé en 2030 qu'en 2001, 1991, 1945, 1870, 1453, ou 476. Compte tenu des « tendances mondiales » actuelles, il faut envisager un nouveau « basculement du monde » vers l'Asie et le Pacifique nord.

> **Activité 11** : La puissance des États-Unis aujourd'hui

→ **Si le temps passé sur ce thème le permet, rapides exposés de 8 à 10 min sur les sujets suivants :**

- Les lieux de pouvoir dans la ville de Washington
- Le commerce extérieur des États-Unis dans un monde multipolaire
- L'influence mondiale d'un produit ou d'une œuvre créé(e) aux EUA
- Peut-on parler d'un déclin de la puissance étasunienne ?
- Les villes, atouts de la puissance étasunienne ?
- Les États-Unis face aux problématiques écologiques et naturelles
- Les États-Unis, une puissance freinée de l'intérieur
- Les États-Unis et le monde : des alliances d'intérêts ?
- Les lieux intérieurs de la puissance étasunienne

¹⁵ Okinawa, dans le sud-ouest du Japon, fut le théâtre de l'une des plus meurtrières batailles de la Seconde Guerre mondiale, qui fit 200 000 morts. Aujourd'hui, le traumatisme est toujours vivant, d'autant que les États-Unis n'ont jamais quitté cet archipel stratégique, où 26 000 GI sont toujours postés. Une présence militaire dont beaucoup d'Okinawaïens ne veulent plus.

➤ **Pour approfondir**

• On peut lire :

- Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, 1962.
- Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, 1996.
- Philippe Moreau Defarges, *La Géopolitique pour les Nuls*, 2008.
- Christophe Blain & Abel Lanzac, *Quai d'Orsay*, deux tomes, bande dessinée, 2010 et 2011.
- les cinq tomes de la bande dessinée de Dominique Bertail & Thierry Smolderen, *Ghost Money*, 2008-2015.
- Patrice Gueniffey & Thierry Lentz (dir.), *La Fin des Empires*, 2016.
- Thierry Garcin, *La Fragmentation du monde, la puissance dans les relations internationales*, 2018.
- B. Cabannes (dir.), *Une histoire de la guerre du XIX^e siècle à nos jours*, 2018.

• On peut voir :

- *Lawrence d'Arabie*, de David Lean, 1962.
- *Bons baisers de Russie*, de Terence Young, 1963.
- *La Chute de l'Empire romain*, d'Anthony Mann, 1964.
- *Nimitz, retour vers l'enfer*, de Don Taylor, 1980.
- *Le Déclin de l'Empire américain*, de Denys Arquand, 1986.
- *À la poursuite d'Octobre rouge*, de John McTiernan, 1990.
- *Les Rois du désert*, de David O. Russell, 1999.
- *Space Cowboys*, de Clint Eastwood, 2000.
- *Fahrenheit 9/11*, de Michael Moore, 2004.
- *Avatar*, de James Cameron, 2009.
- *The Social Network*, de David Fincher, 2010.
- *Zero Dark Thirty*, de Kathryn Bigelow, 2012.
- *American Sniper*, de Clint Eastwood, 2014.
- *Mémoires de nos pères & Lettres d'Iwo Jima*, de Clint Eastwood, 2006.